



**PRÉFET  
DE PARIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'équipement et de l'aménagement d'Île-de-France**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)  
(Phase candidature)**

**Pouvoir adjudicateur**

Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement d'Île-de-France (DRIEA IF).

**Marché global de performance énergétique passé au terme d'une procédure de dialogue compétitif définie aux articles L.2124-4, R.2124-5, R.2142-15 à 18 et R.2161-24 à 31 du code de la commande publique**

Représentée par Madame la directrice régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le préfet de la Région Île-de-France n°IDF-2020-08-17-015 du 17 août 2020.

**Objet de la consultation**

Marché Global de Performance Énergétique (MGPE) dans le cadre de l'opération relative à l'aménagement du site administratif de Paris Miollis.

**Remise des candidatures**

Date et heure limites de **réception des candidatures** :  
**Le 29/01/ 2021 à 12h00**

Tél. : 01 40 61 80 80  
21-23 rue Miollis 75732 Paris Cedex 15

## Table des matières

|  |    |
|--|----|
| 1. Objet du marché.....  | 3  |
| 2. Présentation générale.....  | 3  |
| 3. Durée du marché / délai d'exécution.....  | 3  |
| 4. Lieu d'exécution.....   | 3  |
| 5. Intervenants.....   | 4  |
| 1. Maître d'Ouvrage – Pouvoir adjudicateur.....  | 4  |
| 2. Assistance à la Maîtrise d'ouvrage.....   | 4  |
| 3. Contrôle technique.....   | 4  |
| 4. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.....   | 4  |
| 5. Maîtrise d'œuvre.....   | 4  |
| 6. Valeur estimée du marché.....   | 5  |
| 2. Article 2. - Conditions de la consultation.....   | 5  |
| 1. Procédure.....  | 5  |
| 2. Allotissement.....  | 5  |
| 3. Variantes.....  | 5  |
| 4. Forme juridique des groupements.....  | 5  |
| 5. Sous-traitance.....   | 6  |
| 6. Délai de validité des offres.....   | 7  |
| 7. Confidentialité.....  | 7  |
| 3. Article 3. - Mise à disposition et contenu du dossier de consultation.....                                      | 7  |
| 4. Article 4. - Déroulement de la procédure.....   | 8  |
| 1. Jury.....   | 9  |
| 2. Montant et conditions d'octroi de la prime.....   | 9  |
| 3. Déclaration sans suite.....   | 9  |
| 4. Echanges avec les candidats et soumissionnaires.....  | 10 |
| 5. Visite.....   | 10 |
| 5. Article 5. – Contenu des candidatures.....  | 10 |
| 6. Article 6. - Conditions d'envoi des candidatures.....   | 13 |
| 1. Présentation des plis.....  | 13 |
| 2. Lieu de dépôt et de réception des plis.....   | 14 |
| 3. Date et heure limites de réception.....   | 14 |
| 7. Article 7. - Renseignements complémentaires en phase candidature.....   | 14 |
| 8. Article 8. - Sélection des candidatures.....  | 14 |
| 9. Article 9. - Etablissement de la liste des candidats admis à soumissionner- Interdictions de soumissionner..... | 15 |
| 10. Article 10. - Critères de jugement des offres.....   | 16 |
| 11. Article 11. - Recours.....   | 17 |

## **1. Article 1. Objet de la consultation**

### **1.1. Objet du marché**

La présente consultation concerne un marché public global de performance énergétique au sens de l'article L. 2171-3 du code de la commande publique, comportant successivement des prestations de conception, de construction et d'exploitation maintenance pour l'aménagement du site administratif de Miollis, situé au 21-23 rue Miollis 75732 Paris Cedex 15.

L'opération vise à la réhabilitation d'environ 10 600 m<sup>2</sup> et à des extensions d'environ 6 800 m<sup>2</sup> de surface de plancher.

Ces informations sont précisées dans la note de présentation.

### **1.2. Présentation générale**

L'ensemble immobilier implanté sur le site « Miollis » dans Paris intra-muros est multi-occupants. Il abrite actuellement : la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement (DRIEA), la Mission d'inspection Générale territoriale (MIGT) des Ministères de la Transition Écologiques et Solidaire (MTES) et de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les Collectivités Territoriales (MCTRCT), ainsi que la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (DIRPJJ) du Ministère de la Justice.

Ces services occupent quatre bâtiments totalisant environ 13 400 m<sup>2</sup> de « surface de plancher », pour 620 postes de travail, ainsi qu'un restaurant inter-administratif délivrant 270 repas / jour.

Le projet « Miollis » se caractérise par la densification des directions déjà présentes sur le site et par l'accueil de nouvelles directions régionales (Voir la note de présentation jointe au présent appel à candidature):

Le projet de restructuration du site de Miollis, pour être conforme au plan de relance de l'Etat, est soumis à la conclusion d'un marché global de performance énergétique (MGPE), qui sera attribué à un groupement d'entreprises incluant la conception, la réalisation et l'exploitation / maintenance sur une durée de 4 ans. Toutes réponses non conformes à ces critères, seront considérées comme non valides.

### **1.3. Durée du marché / délai d'exécution**

La durée prévisionnelle du marché est de 84 mois à compter de sa notification . Il est prévu en tranche optionnelle la prolongation du délai Exploitation/Maintenance pour une durée de 48 mois supplémentaires., La tranche optionnelle pourra être affermie par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur par l'émission d'un ordre de service délivré au moins 6 mois avant l'expiration de la durée initiale du marché.

Cette durée comprend :

- Les délais d'études, d'instruction et d'obtention des autorisations administratives, de réalisation des ouvrages jusqu'à leur réception et la livraison, pour une durée estimée à environ 36 mois ;
- L'exploitation technique / la maintenance des ouvrages à compter de leur réception par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur, pour une période ferme d'une durée de 48 mois avec possibilité d'être prolongée pour une durée supplémentaire de 48 mois.

Les candidats sont informés qu'une réception des bâtiments est attendue pour le quatrième trimestre 2024.

## **1.4. Lieu d'exécution**

Les prestations seront exécutées :

- dans les locaux du titulaire du marché en phase études notamment ;
- sur le site administratif de Paris Miollis en phase travaux notamment ;
- en tout lieu indiqué par la maîtrise d'ouvrage se situant en Île-de-France pour toute réunion qui le nécessite.

## **1.5. Intervenants**

### **1.5.1. Maître d'Ouvrage – Pouvoir adjudicateur**

Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement d'Île-de-France (DRIEA IF).

Représentée par Madame la directrice régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le préfet de la Région Île-de-France n°IDF-2020-08-17-015 du 17 août 2020.

### **1.5.2. Assistance à la Maîtrise d'ouvrage**

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur a fait appel à des assistants à la maîtrise d'ouvrage (AMO) désignés ci-dessous.

|                           |                                  |
|---------------------------|----------------------------------|
| AMO Générale Mandataire : | Colliers International France    |
| AMO Technique :           | Setec Serige                     |
| Conseil Juridique :       | Ginestie Magellan, Paley-Vincent |

### **1.5.3. Contrôle technique**

Le bureau de contrôle technique sera désigné courant 2021 par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

### **1.5.4. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé**

Le coordonnateur sécurité et protection de la santé sera désigné courant 2021 par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

### **1.5.5. Maîtrise d'œuvre**

La Maîtrise d'Œuvre est à la charge du titulaire du marché. Elle est assurée par l'équipe de Maîtrise d'Œuvre intégrée au groupement et identifiée au stade des candidatures. En application des dispositions de l'article L.431-1 du code de l'urbanisme, la présence d'un Architecte dans l'équipe de Maîtrise d'Œuvre est obligatoire, étant précisé que conformément à l'article 14 de la loi du 3 janvier 1977, cet Architecte ne peut pas être salarié ou sous-traitant de l'entreprise qui réalisera les prestations de construction.

Les prestations de maîtrise d'œuvre attendues, a minima seront réalisées dans le respect des dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et ses textes d'application :

- Études d'avant-projet sommaire (APS) réalisées au stade offre pour les candidats retenus

- Études d'avant-projet définitif (APD).
- Élaboration du dossier de permis de construire (PC).
- Études de projet (PRO).
- Visa des études d'exécution (VISA).
- Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET).
- Assistance apportée au Représentant du Pouvoir Adjudicateur lors des opérations (AOR) de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (GPA).

## **1.6. Valeur estimée du marché**

Le montant estimé du marché pour la tranche ferme s'élève à 41,6 millions d'euros Hors taxes, compris les frais d'exploitation / maintenance sur 4 ans et à 3 millions d'euros Hors Taxes pour la tranche optionnelle pour 4 ans supplémentaires d'exploitation / maintenance.

## **2. Article 2. - Conditions de la consultation**

### **2.1. Procédure**

Le présent marché fait l'objet d'une procédure de dialogue compétitif en application des articles L.2124-4 et R.2161-24 suivants du code de la commande publique.

La présente consultation est lancée selon une forme restreinte au sens où l'acheteur procédera à une limitation du nombre de candidats admis à participer au dialogue. Le présent règlement de la consultation porte sur la phase de sélection des candidats.

### **2.2. Allotissement**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. Le marché est un marché global de performance énergétique (MGPE), au sens de l'article L.2171-3 du code de la commande publique, associant l'entretien et la maintenance à la conception et à la réalisation afin de remplir des objectifs chiffrés de performance.

### **2.3. Variantes**

Les candidats seront autorisés à proposer des variantes sous réserve de remettre une offre de base conforme au programme, dans des conditions qui seront précisées lors de l'invitation à participer au dialogue.

### **2.4. Forme juridique des groupements**

Conformément aux dispositions de l'article R.2142-22 du code de la commande publique, aucune forme juridique déterminée n'est imposée par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur s'agissant des groupements d'opérateurs au stade du dépôt de la candidature et de l'offre.

Toutefois, au stade de l'attribution et conformément aux dispositions de l'article R.2142-24 du code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire pour

l'exécution du marché public de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du Représentant du Pouvoir Adjudicateur. Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur souhaite ainsi se prémunir contre les risques d'une défaillance éventuelle de l'un des membres du groupement sur toute la durée du marché.

En application des dispositions de l'article R.2142-21 du code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de membres de plusieurs groupements. Cette interdiction ne s'applique pas aux bureaux d'études techniques dans les domaines suivants : thermique, énergie-environnement, commissionnement et plan de mesures et vérifications (PMV).

La forme et la composition du groupement ne pourront évoluer au cours de la procédure.

Toutefois, si un motif légitime le contraint à envisager de modifier sa composition, le groupement devra en demander, par écrit, l'accord exprès du Représentant du Pouvoir Adjudicateur. Sa demande devra comprendre :

- la présentation du ou des nouveaux membres du groupement et de l'équipe ;
- les modifications engendrées par ces nouveaux membres sur l'organisation de l'équipe et la gouvernance du projet ;
- les éléments visés à l'article 5 du règlement de candidature.

La demande confirme, en outre, que toute offre présentée auparavant par le groupement dans le cadre de la présente procédure est maintenue dans tous ses éléments et précise les ajustements effectués quant aux partages de responsabilités figurant dans cette (ces) offre(s) au regard de la modification du groupement envisagé.

Dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la demande visée à l'alinéa précédent, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur communique au groupement sa décision motivée d'accepter ou non la modification. En cas de silence au terme du délai de 15 jours, la demande est réputée refusée.

Ne pourront être acceptées, ni les fusions de soumissionnaires ou les transferts d'opérateurs d'économiques d'un soumissionnaire à un autre, ni les modifications de la composition d'un soumissionnaire qui auraient pour objet ou pour effet, direct ou indirect, soit de restreindre considérablement la concurrence, soit de remettre en cause la sélection des candidatures ou l'élimination d'un soumissionnaire.

## **2.5. Sous-traitance**

Le groupement titulaire sera libre de sous-traiter une partie des prestations objet du présent Marché Global de Performance Energétique.

Toutefois, conformément à l'article L.2193-3 du code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur souhaite que les prestations suivantes soient effectuées directement par l'un des membres du groupement titulaire, sans recours à la sous-traitance :

- prestations réservées aux Architectes conformément à l'article 37 du code de déontologie des architectes ;
- prestations de bureau d'études Structures prestations de Bureau d'Etudes Thermique et Energétique ;
- prestations de direction et de pilotage des travaux ;
- prestations de direction et de pilotage de la maintenance et de la conduite des installations ;

- prestations de commissionnement et Plan de Mesure et Vérification (PMV) ;
- coordination des membres du groupement.

## **2.6. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 12 mois ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les concurrents en seront informés.

## **2.7. Confidentialité**

Il est demandé aux concurrents sélectionnés à l'issue de la phase candidature d'assurer la stricte confidentialité de chacun des documents composant le dossier de consultation des entreprises et l'intégralité de leur contenu.

Pour ce faire, l'ensemble des candidats doivent joindre à leur candidature un engagement de confidentialité dûment daté et signé établi sur la base du modèle joint en Annexe 1. Cet engagement de confidentialité est applicable à l'ensemble des entreprises intervenantes, cotraitantes ou sous-traitantes, et plus généralement à toute personne physique ou morale amenée à prendre connaissance de ces documents.

## **3. Article 3. - Mise à disposition et contenu du dossier de consultation**

Comme indiqué précédemment, le présent marché se déroulera en deux étapes successives : la sélection des candidatures puis la conduite d'un dialogue compétitif avec les candidats retenus.

Les documents de la consultation en phase candidature sont gratuitement mis à disposition des opérateurs économiques sur la plateforme de dématérialisation : plateforme des achats de l'Etat (PLACE) <https://www.marches-publics.gouv.fr>, à compter de la publication de l'avis de marché sous la référence DRIEA-DC-20-027.

Seuls les opérateurs économiques ayant téléchargé les documents de la consultation après identification sont informés des éventuelles modifications qui y sont apportées.

Le dossier de consultation en phase candidature est composé par les documents suivants disponibles sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> :

- l'avis de marché ;
- le présent règlement de consultation ;
- la note de présentation ;
- l'engagement de confidentialité Annexe 1 ;
- la synthèse de la présentation des équipes Annexe 2.
- le cadre de présentation des références Annexe 3;

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la faculté d'apporter des compléments ou des modifications aux documents de consultation. Ces modifications seront envoyées (date d'envoi) aux candidats au plus tard six jours avant la date limite de remise des plis. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des plis est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

#### **4. Article 4. - Déroulement de la procédure**

La procédure de dialogue, qui se déroulera uniquement en français, est décomposée en deux phases distinctes :

1. une phase candidature au terme de laquelle le Représentant du Pouvoir Adjudicateur désigne les candidats admis à participer au dialogue conformément aux dispositions des articles R.2142-15 et suivants du code de la commande publique, le nombre minimum et maximum de candidats est fixé à 4.

une phase de dialogue avec les candidats retenus au cours de laquelle le Représentant du Pouvoir Adjudicateur dialogue avec les candidats admis à participer au dialogue afin de développer les solutions de nature à répondre à ses besoins et sur la base desquelles ces candidats sont invités à remettre leur offre finale.

Les modalités d'organisation du dialogue seront déterminées dans le règlement de la consultation en phase offre.

Les grandes étapes de la procédure de passation sont les suivantes :

2. Remise des candidatures : voir page de garde

Analyse des candidatures, examen de celles-ci par le jury et sélection des candidats admis à présenter une offre.  
Courant février 2021

|  |                    |
|--|--------------------|
| Remise du DCE  | : Début-mars. 2021 |
| Remise des propositions initiales (niveau APS)         | : Mai 2021         |
| Analyse des propositions initiales                     | : Juin 2021        |
| Dialogue   | : Juin/Août 2021   |
| Remise des offres finales des candidats                | : Sept./Oct. 2021  |
| Analyse des offres finales                             | : Oct./Nov. 2021   |
| Choix du jury, mise au point et notification du Marché | : Nov. 2021        |
| Signature du Marché Global de Performance Energétique  | : Déc. 2021        |

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant :

- Démarrage de la conception : Jan. 2022
- Démarrage des travaux : Fin 2022



- Livraison : Fin 2024

Maintenance-Exploitation : il est prévu que la phase d'exploitation-maintenance dure 4 ans à compter de la réception totale des ouvrages. Une période renouvelable, une fois, en tranche optionnelle, pour une durée de 4 ans, pourra être affermie par l'émission d'un ordre de service délivré au moins 6 mois avant l'expiration de la durée initiale du marché.

Ce calendrier est donné à titre purement indicatif et peut faire l'objet de modifications par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur, sans que les candidats ne puissent élever une quelconque réclamation à ce titre.

#### **4.1. Jury**

En application des dispositions des articles R.2171-16 et suivants du code de la commande publique, un jury, composé exclusivement de personnes indépendantes des candidats, sera désigné par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Lors de la phase candidature, il dresse un procès-verbal d'examen des candidatures et formule un avis motivé sur la liste des candidats à retenir ;

Après le dépôt des offres finales, et après une présentation des propositions par les candidats si nécessaire, il dresse un procès-verbal d'examen des offres finales et formule un avis motivé. Sur ce fondement, le jury établit une proposition relative au versement de la prime aux soumissionnaires telle que prévue et selon les modalités décrites à l'article 4.2 du présent règlement.

#### **4.2. Montant et conditions d'octroi de la prime**

Une indemnité de concours de 340 000 euros hors taxes sera allouée à chaque candidat sur proposition du jury, à condition que l'offre finale soit conforme aux demandes du Représentant du Pouvoir Adjudicateur exprimées dans le dossier de consultation.

Si le Représentant du Pouvoir Adjudicateur décidait d'augmenter le nombre de phases du dialogue, cette décision n'aurait aucune influence sur le montant de la prime indiqué ci-avant.

Le montant définitif de l'indemnité sera arrêté par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

La prime versée au lauréat du concours sera déduite des honoraires dus au titre du marché après signature et notification du marché.

#### **4.3. Déclaration sans suite**

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la faculté de ne pas donner suite à la présente consultation, pour motif d'intérêt général, à tout moment de la procédure jusqu'à la signature du MGPE par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Si la déclaration sans suite intervient avant la remise des prestations par les soumissionnaires retenus à l'issue de phase candidature, aucune prime ne sera due.

Si la déclaration sans suite intervient postérieurement à la remise des prestations par les soumissionnaires

retenus mais avant la remise de l'offre finale, la prime allouée correspondra à 50% maximum du montant de la prime telle que prévue à l'article 4.2 ci-dessus.

Si la déclaration sans suite intervient après la remise des offres finales, la prime allouée pourra atteindre au maximum le montant établi à l'article 4.2 de la présente

Dans ces deux dernières hypothèses, il appartiendra au représentant du Représentant du Pouvoir Adjudicateur de fixer le montant des primes allouées au regard de la conformité des prestations aux attentes exprimées dans le dossier de consultation.

#### 4.4. Echanges avec les candidats et soumissionnaires

Pendant toute la procédure de passation, et quel que soit le mode de dépôt des candidatures ou des offres, les communications du Représentant du Pouvoir Adjudicateur aux candidats (demande de compléments de pièces de candidature, demande de production de pièces administratives, lettre d'invitation à déposer les offres initiales, convocation aux séances de négociation...) sont uniquement envoyées par la plateforme de dématérialisation. Les communications sont envoyées à l'adresse mail fournie par le candidat sur le profil acheteur.

Les candidats répondent aux demandes du Représentant du Pouvoir Adjudicateur par le bouton "répondre au message" de la plateforme de dématérialisation sauf pour le dépôt des candidatures, des offres initiales et finales.

#### 4.5. Visite

Les concurrents sélectionnés à participer au dialogue devront participer à une visite sur site commune. Les modalités de cette visite seront précisées dans le Règlement de la Consultation en phase offre.

### 5. Article 5. – Contenu des candidatures

Les candidatures seront entièrement rédigées en langue française. Si, à l'appui de sa candidature, le candidat fournit des documents qui ne sont pas rédigés en français, il devra y joindre une traduction en français.

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

- a. Une note de **présentation et de motivation** de l'équipe expliquant le mode de fonctionnement du groupement, décrivant sa composition et les compétences associées, incluant un tableau nominatif de répartition des tâches et responsabilités à chaque phase du projet selon le modèle fixé par l'Annexe 2 au présent règlement de consultation, y compris pour les opérations de commissionnement, de conduite-entretien-maintenance, et détaillant :
  - l'organisation générale en phases d'études ;
  - l'organisation générale en phases travaux, précisant les grands **principes envisagés** pour la réalisation des travaux en site sensible (en centre-ville, limitation des nuisances), et en site occupé ;
  - l'organisation générale en phase exploitation maintenance.

Cette note sera utilement accompagnée d'un ou plusieurs schémas fonctionnels.

- b. Les renseignements et/ou documents permettant d'apprécier les **capacités techniques** :
  - déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années ;

- indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise responsables de prestations de même nature que celles du marché ;
  - indication des noms et des qualifications professionnelles pertinentes des personnes physiques qui seront chargées de l'exécution du marché, conformément à l'article R. 2142-13 du code de la commande publique ;
  - description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché.
- c. Les justifications relatives à la **capacité professionnelle** de chaque membre du groupement et notamment :
- un certificat de qualification professionnelle établissant que l' (les) architecte(s) membre(s) du groupement dispose(nt) de la qualification d'architecte (DPLG ou HMONP) au sens de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture. Pour les candidats étrangers, le mandataire doit justifier d'un titre ou d'une qualification équivalente et être agréé à exercer une mission de maîtrise d'œuvre en France ;
  - les certificats de qualification tels qu'OPQIBI, permettant de justifier les compétences des membres du groupement pour les études techniques, couvrant toutes les techniques de base du bâtiment et du génie civil ; le groupement intégrera les compétences de bureaux d'études tous corps d'état; le groupement intégrera également des compétences en matière d'études acoustiques, CSSI, restauration collective et de construction en bois ou à l'aide de matériaux biosourcés ;
  - les certificats de qualification dans le domaine des études thermiques et énergétiques, IPMVP, environnement, simulations énergétiques dynamiques avec étude paramétrique et autres spécialités susceptibles d'être mises à profit pour l'opération, étant précisé que le Représentant du Pouvoir Adjudicateur accepte tout moyen de preuve et notamment les certificats provenant d'organismes établis dans d'autres Etats membres ;
  - les certificats permettant de justifier les compétences en commissionnement et en PMV (Plan de Mesure et Vérification).
  - les certificats permettant de justifier de la compétence BIM niveau 2 en conception – réalisation, ainsi qu'en exploitation-maintenance ;
  - les certificats de qualification professionnelles établis par des organismes indépendants (Qualibat ou équivalent), permettant de justifier les compétences « constructeur » présentées par une entreprise générale ou des entrepreneurs groupés qualifiés pour réaliser des travaux tous corps d'état, dont la construction bois et matériaux biosourcés ainsi que pour conduire et piloter un projet de conception réalisation ;
  - les certificats permettant de justifier la compétence « entretien et maintenance technique » gestion des énergies et efficacité énergétique, exploitation-maintenance et conduite des installations techniques, thermiques et climatiques, entretien-maintenance tous corps d'état, gestion technique, prestations de réaménagement des plateaux au titre de la flexibilité, programmation et pilotage de régulations ;
  - en application de l'article 44 IV. du décret n°2016-360 relatif aux marchés publics, les noms et les qualifications professionnelles pertinentes, aux regards des compétences attendues, des personnes physiques qui seront chargées de l'exécution du présent marché devront être fournis (Curriculum Vitae).
- d. Une note de présentation des **références** : Les références fournies devront être significatives, et démontrer que les candidats disposent effectivement des compétences suivantes, nécessaires à l'exécution de la mission : construction, architecture (compétence qui interviendra tant en phase étude qu'en phase travaux), qualité environnementale du bâtiment, ingénierie de la construction tous corps d'état, y compris structure bois ou mixte bois/béton, thermique, acoustique, CSSI, ingénierie de la restauration collective, économie de la construction, BIM niveau 2. Pour ce faire, les références attendues doivent être présentées dans le diaporama électronique joint à la consultation en annexe 3, avec :

- trois (3) références similaires portées par le constructeur et dont le montant des travaux est supérieur à 15 M€HT, dont au moins 1 en BIM niveau 2 ;
- trois (3) références similaires portées par l'architecte et dont le montant des travaux est supérieur à 15 M€HT, dont au moins 1 en BIM niveau 2 ;
- trois (3) références similaires portées par le ou les bureaux d'études ingénierie, dont au moins 1 en BIM niveau 2 ;
- trois (3) références significatives en exploitation technique, entretien, maintenance d'équipements ;
- une (1) référence portée par l'ingénierie structurelle bois ou mixte bois/béton et renforcement structurelle ;
- une (1) référence portée par l'ingénierie environnementale dans le cadre d'opérations labellisées HQE et/ou BDF ;
- une (1) référence BIM management sur un projet d'ampleur équivalente.

Des références communes entre plusieurs membres du groupement seront appréciées.

En plus des références listées ci-dessus, chaque membre du groupement fournira un tableau avec 5 références de projets similaires.

Ces références devront être suffisamment précises pour pouvoir être vérifiées par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur. Ainsi devront être indiqués :

- la description du projet ;
- les coordonnées d'un contact de la maîtrise d'ouvrage pouvant justifier la bonne exécution des prestations ;
- le montant des travaux du projet ;
- la surface de plancher du projet ;
- le stade de l'opération ou l'année de réalisation ;
- la description des prestations ;
- le montant des prestations ;
- la part affectée au candidat ;
- les fonctions et missions du candidat ;
- les partenaires dans le cadre de cette référence, faisant parti du groupement présenté.

e. Renseignements permettant d'apprécier la **capacité économique et financière** :

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché portant sur les 3 derniers exercices disponibles. Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur exige que le chiffre d'affaire global cumulé des membres du groupement soit au moins égal à deux fois le montant estimé du marché, tranche optionnelle comprise, tel qu'indiqué à l'article 1.5 ci-dessus.

Les documents sont présentés par chaque membre du groupement concerné. Il est rappelé que le candidat doit clairement identifier, dans son dossier de candidature, les compétences de chacun des membres du groupement. Conformément aux dispositions de l'article L. 2171-7 du code de la commande publique, le candidat doit identifier nominativement l'équipe de maîtrise d'œuvre chargée de la conception de l'ouvrage et du suivi de sa réalisation. Il doit également identifier nominativement le spécialiste en énergétique, le commissionneur, le BIM manager ainsi que l'équipe en charge des prestations d'exploitation – maintenance.

Les entreprises de création récente peuvent justifier leurs capacités par tout autre moyen approprié.

Le candidat peut déposer sa candidature avec un DUME, y compris un DUME électronique mais il ne peut pas se limiter à indiquer qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises, il doit fournir tous les justificatifs exigés pour la présentation des candidatures. Le DUME doit être rédigé en français. Il peut également utiliser l'imprimé DC2 qu'il peut télécharger à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, en complément du DC1.

Pour justifier ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché notamment par un engagement émanant de cet opérateur confirmant qu'il mettra ses capacités à disposition du candidat pour l'exécution du marché public.

f. l'engagement de confidentialité dûment daté et signé (Annexe 1);

## **6. Article 6. - Conditions d'envoi des candidatures**

### **6.1. Présentation des plis**

Les candidats doivent transmettre leur pli sur la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr> ; sous la référence DRIEA-DC-20-027. ils peuvent également procéder à l'envoi d'une copie de sauvegarde, soit sur support papier, soit sur support physique électronique.

- **Remise des candidatures par voie électronique :**

Il n'est pas exigé que les pièces soient signées.

Les candidatures contiennent tous les éléments listés à l'article 5 ci-dessus.

**Remise d'une copie de sauvegarde :**

Il n'est pas exigé que les pièces soient signées.

La copie de sauvegarde doit être placée dans une enveloppe cachetée portant le nom du candidat et la mention suivante :

« DRIEA-IF / SG / bureau des marchés - pièces A220/A221  
21-23 rue Miollis  
75 732 Paris cedex 15

Candidature pour « Marché Global de Performance Energétique (MGPE) dans le cadre de l'opération relative  
à  
l'aménagement du site administratif de Paris Miollis. »

Nom du candidat ou du mandataire du groupement :

« NE PAS OUVRIR » ».

La copie de sauvegarde est adressée, soit par voie postale ou par service de messagerie, soit remise au service contre récépissé, un jour ouvré de 9h30 à 12h00 ou de 14h30 à 16h30.

Elle contient tous les éléments listés à l'article 5 ci-dessus.

Les dossiers remis sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenus et seront renvoyés à leurs auteurs.

La copie de sauvegarde doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures.

La copie de sauvegarde parvenue régulièrement sera ouverte conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

## **6.2. Lieu de dépôt et de réception des plis**

La transmission des candidatures s'effectue sur le profil d'acheteur du Représentant du Pouvoir Adjudicateur, constitué par le site internet dont l'adresse est : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Les candidats transmettent leur candidature sous forme de fichiers électroniques.

Le dépôt électronique donnera lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de fin de la réception. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limites est considéré comme hors délai et est rejeté par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

En cas de survenance d'un problème technique ou lié à l'utilisation de la plateforme, le candidat peut obtenir une assistance téléphonique d'urgence au n° indiqué.

## **6.3. Date et heure limites de réception**

Les candidatures devront être remises ou parvenues à destination au plus tard à la date et l'heure limites mentionnées sur la page de garde du présent règlement.

En cas de réception de dossiers multiples émanant d'un même candidat, seule sera retenue la dernière des candidatures reçues. Le ou les dossiers précédemment déposés seront rejetés.

## **7. Article 7. - Renseignements complémentaires en phase candidature**

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'envoyer aux entreprises ayant retiré les documents de la consultation, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des candidatures, des renseignements complémentaires soit à son initiative soit à la suite de questions posées par un opérateur économique.

Les opérateurs économiques souhaitant obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire pour présenter leur candidature doivent poster une question sur la plateforme au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des candidatures.

Les renseignements complémentaires sont transmis par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur exclusivement sur la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr> sous la référence DRIEA-DC-20-027. Seuls les opérateurs économiques ayant téléchargé les documents de la consultation après identification recevront un mail d'avertissement les invitant à télécharger les nouveaux documents.

Aucun renseignement ne sera donné par téléphone.

## **8. Article 8. - Sélection des candidatures**

Les candidatures sont examinées à partir des renseignements demandés à l'article 5 ci-dessus.

Au vu des éléments produits au titre de la candidature et le cas échéant après que le Représentant du Pouvoir Adjudicateur ait décidé de recourir aux dispositions de l'article R. 2144-2 du code de la commande publique, le représentant de l'acheteur élimine les candidats qui ne produisent pas les pièces exigées ou qui ne disposent pas des capacités professionnelles, techniques ou financières pour exécuter les prestations concernées. Les candidatures sont, ensuite, classées en application des critères de sélection suivants, à moins que le nombre de candidats restants soient égal ou inférieur à 4 :

1. Capacités techniques appréciées au regard de :
  - la note de présentation et de motivation, (alinéa a de l'article 5) ;
  - les moyens humains et matériels des membres du groupement (alinéa b de l'article 5) ;
2. Capacités professionnelles évaluées au regard des :
  - qualifications et certifications des membres du groupement (alinéa c de l'article 5) ;
  - références significatives telles que demandées au présent règlement de la consultation (alinéa d de l'article 5).
  - Capacités économiques et financières du groupement au regard du montant cumulé des chiffres d'affaires globaux des membres du groupement (alinéa e de l'article 5)

A l'issue de la phase de sélection des candidats, une lettre de consultation sera adressée à tous les candidats admis à participer au dialogue. Une lettre informant du rejet de leur candidature sera adressée aux autres candidats.

## **9. Article 9. - Etablissement de la liste des candidats admis à soumissionner- Interdictions de soumissionner**

En application de l'article R.2144-5 du code de la commande publique, l'envoi de l'invitation à participer au dialogue est précédé de la production par les candidats admis des documents suivants exigés en application des articles R2143-6 à 10 du CCP :

- l'ensemble des certificats fiscaux et sociaux ou règle d'effet équivalent pour les candidats non établis en France ;
- un extrait du registre professionnel pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou document équivalent pour les candidats non établis en France ;
- si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ou document équivalent pour les candidats non établis en France.

La production de ces documents permet au Représentant du Pouvoir Adjudicateur de vérifier auprès des candidats qu'il envisage de sélectionner qu'ils ne tombent pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner à un marché en application des dispositions des articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique. Pour ce faire, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur adresse un courrier à chaque candidat admis afin qu'il fournisse dans le délai imparti par ce courrier, les documents ci-dessus.

Dans le cas où le candidat a présenté des sous-traitants, il remet les mêmes pièces pour chacun de ses sous-traitants. En cas de groupement, le mandataire remet toutes les pièces mentionnées ci-dessus pour chaque

membre du groupement, et leurs éventuels sous-traitants. Les documents rédigés en langue étrangère sont accompagnés d'une traduction en français.

Si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'exclusion, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur, produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé. Il en est de même lorsqu'il n'est pas en mesure - dans le délai prescrit - de procéder au remplacement du cotraitant ou du sous-traitant touché par une interdiction de soumissionner conformément aux dispositions de l'article L.2141-13 du code de la commande publique ou dans le cas où il se révélerait défaillant avant invitation des candidats à remettre leur offre ou après cette date en cas d'erreur matérielle, de fraude ou de dol.

Lorsque la vérification des candidatures intervient après la sélection des candidats, le candidat dont la candidature ou l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

## **10. Article 10. - Critères de jugement des offres**

Il est dès à présent indiqué que les offres seront classées en application des critères de sélection pondérés comme suit:

- Valeur financière : Coût global du Marché Public Global de Performance Energétique – Pondéré pour 40 %. Coûts appréciés au regard du prix de l'offre, de la cohérence des prix et du coût global dans les conditions précisées au règlement de la consultation en phase offre
- Valeur Technique : Pondéré pour 60 %.
- Engagements de performances, notamment énergétiques et maintenance
- Qualité d'usage, énergétique et environnementale appréciée notamment au regard de la qualité énergétique, de la qualité des aménagements intérieurs, du confort et de la qualité des ambiances intérieures, de la qualité environnementale
- Qualité fonctionnelle et architecturale.
- Performance de délais de réalisation de l'opération (phases d'études et réalisation jusqu'à la fin des travaux)
- Organisation de l'équipe et pertinence des contrôles mis en place en phases conception / construction / exploitation / maintenance

La pondération des sous critères sera précisée avec dans le règlement de consultation en phase offre.



## **11. Article 11. - Recours**

Avant la conclusion du marché, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé précontractuel dans les conditions des articles L.551-1 et suivants du code de justice administrative. A compter de la signature du marché, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé contractuel dans les conditions des articles L.551-13 et suivants du code de justice administrative. Le tribunal administratif peut en outre être saisi d'un recours en contestation de la validité du marché dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans des conditions définies par le Conseil d'état dans sa décision « Département du Tarn-et-Garonne » du 4 avril 2014 (n° 358994).

Le tribunal compétent est :

Tribunal administratif de Paris  
7, rue de Jouy  
75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00  
Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

## **Annexes**

- Annexe 1 : Engagement de confidentialité
- Annexe 2 : Synthèse de la composition des équipes ;
- Annexe 3 : Cadre de présentation des références ;